

Piedmont, le 4 mars 2010

Monsieur Michel Boivin
Sous-ministre
Ministère des Transports du Québec
700, boul. René-Lévesque Est
28^e étage
Québec (Québec) G1R H1

Monsieur,

Vous comprendrez aisément ma réaction d'étonnement, d'irritation et de forte déception en regard de la déclaration solennelle qu'on m'enjoint de signer pour la poursuite du mandat qu'on m'a confié.

Ce n'est pas tous les jours qu'on a le réflexe de faire sa propre apologie. Pourtant, aujourd'hui, je le ferai sans fausse humilité.

- J'ai été le directeur du 2^e plus grand service de police municipal du Canada et le 7^e en Amérique du Nord, et j'ai protégé avec droiture et probité une population de 1,8 million de citoyens, bien souvent au risque de ma vie ;
- J'ai été l'un des trois finalistes sur 135 candidats de choix pour le poste de Secrétaire général d'Interpol, et ce, à titre de candidat officiel du gouvernement du Canada et premier Canadien à avoir atteint ce niveau de reconnaissance dans la collectivité policière internationale (1999) ;
- J'ai été sélectionné parmi une liste de 183 candidats pour devenir le président et chef de la direction de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA), mandat que j'ai accepté à une époque d'inquiétante tourmente terroriste ;
- J'ai contribué à la mise sur pied de l'Escouade Carcajou, encore là malgré plusieurs menaces de mort ;
- J'ai été mis à prix par les Hell's Angels, mon nom s'étant retrouvé tout en haut d'une liste ultrasecrète de personnalités à abattre ;
- J'ai reçu l'Ordre du Canada, en 1996, pour ma « carrière sans contredit exceptionnelle » et ma « lutte constante contre tout ce qui touche de près ou de loin le trafic de stupéfiants et le crime organisé » ;
- Je possède une cote de sécurité de niveau Top Secret ;
- J'ai géré de graves crises touchant la population, dont la tempête de verglas de 1998 et la tuerie à Polytechnique ;

- J'ai été conférencier et membre de divers comités consultatifs à l'échelle internationale ;
- J'ai arrêté Henri Marchessault, mon supérieur immédiat et chef de l'Escouade des stupéfiants, alors que bon nombre de mes pairs lui auraient accordé l'absolution ;
- J'ai toujours été un interlocuteur privilégié au niveau gouvernemental ainsi que dans le monde des affaires, tant sur le plan local, national et international.

Ces quelques faits d'armes, ainsi que mes 42 années de carrière à servir et à protéger la population, devraient suffire à confirmer ma réputation irréprochable.

Je vous souligne que le point 6 de la déclaration solennelle que vous me proposez m'irrite tout particulièrement. Pour comprendre pourquoi je réagis ainsi, voici ce qu'écrivait le journaliste Michel Auger à la page 267 de son livre *L'attentat*, publié en 2001. Ce livre relate les circonstances de la tentative de meurtre dont il a été victime en 2000 :

« Les policiers savaient alors que les Hell's Angels avaient dressé une liste noire de leurs ennemis. Plusieurs individus dont les noms étaient inscrits sur cette liste ont été successivement assassinés. Tous avaient un élément en commun : ils étaient des ennemis ou des adversaires des Hells. Certains étaient des trafiquants de drogue, d'autre pas.

Les Hell's Angels avaient aussi dressé une autre liste de personnes à abattre. Cette liste ultrasecrète comportait les noms de plusieurs personnalités qui n'avaient rien à voir directement avec la guerre des motards. Mon nom était apparemment le premier inscrit sur cette liste. Le nom de la journaliste Jocelyne Cazin, qui jusqu'à cette année était animatrice de la populaire émission JE du réseau TVA, se trouvait aussi sur cette liste, de même que celui de Jacques Duchesneau, l'ancien directeur de la police de la Communauté urbaine de Montréal. »

Oui, j'ai beaucoup d'amis qui sont membres du crime organisé et ils me veulent tous du bien...

J'ai accepté le mandat de la ministre des Transports Julie Boulet sur la bonne foi des propos que nous avons échangés. En me confiant l'exigeante charge de l'unité anticollusion, elle m'a assuré que je disposerais de la pleine confiance du gouvernement pour agir, enquêter et assainir au mieux les activités de corruption liées de près ou de loin au monde de la construction et de l'octroi des contrats.

Aujourd'hui, j'entends bien que cette confiance me soit réitérée, SANS CONDITION.

Je n'apposerai pas ma signature au bas de la déclaration solennelle qu'on m'exhorte de signer. Ce serait m'affaiblir dans l'exécution de mon mandat et accepter qu'on érafle mon intégrité personnelle.

Très peu de personnes auraient accepté de prendre tous les risques assortis au poste de chef d'une unité anticollusion. Je l'ai fait pourtant, animé par les mêmes motivations qui m'ont conduit à diriger le Service de police de la Ville de Montréal.

Je vous demande aujourd'hui de reconnaître les lourdes tâches qui m'attendent. Car oui, il importe de le rappeler : en m'attaquant aux criminels qui se nourrissent et s'enrichissent à même le monde de la construction, je propose en quelque sorte qu'une allumette soit craquée dans une poudrière. J'en assume les dangers évidents, mais pas sans le plein appui de ceux qui commandent la mission.

Je compte bien honorer les fonctions qui m'ont été données.

Il me fera plaisir de signer le contrat de travail qui nous liera pour les deux prochaines années. C'est le SEUL document que je signerai, que cela soit clair.

S'il vous apparaît difficile ou malaisé de vous contenter de ce contrat unique et de ma réputation, celle-là même qui vous a tant rassurés au moment d'annoncer l'octroi de 4,2 milliards de dollars pour la réfection des routes, ponts et viaducs, vous m'en verrez navré.

Je me suis donné des obligations de résultats. Non seulement à moi-même, mais aussi à la population, que j'ai toujours respectée et qui aurait bien apprécié la tenue d'une commission d'enquête publique.

Je compte, de toutes les façons possibles, honorer ces obligations de résultats. Mais pas au prix d'une confiance qui semble aujourd'hui altérée ou remise en question.

Comme il me tarde d'entreprendre le travail pour lequel on m'a approché, je vous demande de dénouer la situation actuelle d'ici **le mardi 9 mars**. Sans quoi, je comprendrai que le ministère des Transports ne partage pas ma volonté d'agir sérieusement.

Dans l'attente de vos nouvelles très rapidement, je vous transmets mes salutations.

Jacques Duchesneau, C.M., C.Q., C.D.